

**15 millions de F<sub>cfa</sub>**  
à gagner au BANKO mardi 19 mars

N°481 du lundi 18 mars 2019

**info****Matin**  
Quotidien

400 Fcfa

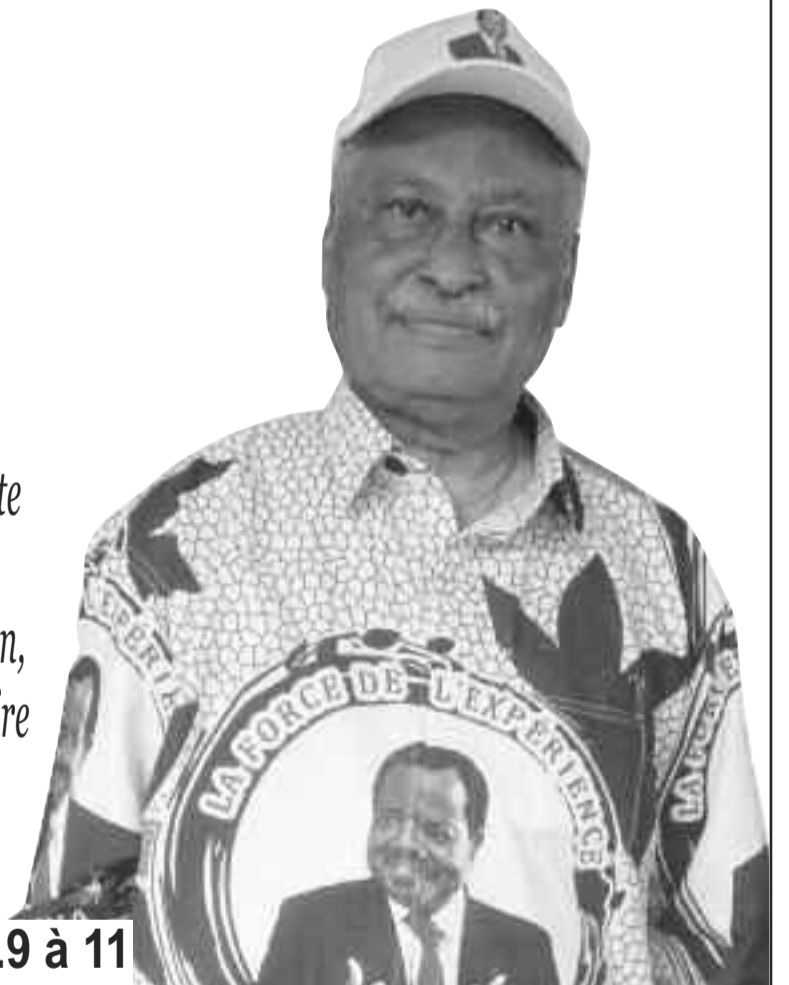
2<sup>e</sup> année

L'actualité autrement

Séminaire régional de formation

# Laurent Esso dénonce les caméléons du Rdpc

*Le chef de la délégation permanente du parti de Paul Biya pour le Littoral a également saisi l'occasion, samedi 16 mars à Douala, pour faire le point de la présidentielle du 7 octobre 2018. Et de mettre le cap sur les prochaines échéances. Pp.9 à 11*



Energies renouvelables

**Doumaintang a sa centrale  
solaire photovoltaïque**

P.3

Créativité dans les filières techniques

**Le satisfecit de Nalova Lyonga  
aux Jpo de Nkongsamba**

P.4

**infoTV**  
Votre chaîne de proximité  
pour le vivre-ensemble

Dans le bouquet Canalsat,  
chaîne n°397 et sur Eutelsat 16A

DOUALA

# Des tonnes d'écailles de pangolins et de pointes d'ivoire saisies

*Last great ape Cameroon (Laga) évalue les produits à 150 millions de francs Cfa.*

Annette Mindjié  
(Stagiaire)

Dans le cadre des opérations menées contre le trafic des espèces fauniques protégées, les éléments de l'Organisation non gouvernementale (Ong) Laga (Last great ape), en collaboration avec une équipe du ministère des Forêts et de la Faune (Minfof), ont appréhendé, le 13 mars à Douala, quatre trafiquants. Ils avaient en leur possession, deux tonnes d'écailles de pangolins et 200 tonnes de pointes d'ivoires qu'ils s'approprièrent à vendre. La marchandise est estimée à 150 millions de francs Cfa. «C'est une énorme saisie, d'habitude nous saisissons des dizaines, quelques fois des centaines de kilos d'écailles. Ici on parle de plus de deux tonnes», affirme Eric Kaba Tah, directeur adjoint de l'Ong Laga. Selon lui, les personnes interpellées sont membres d'un réseau mafieux qui exporte illégalement de tels produits vers le Nigeria voisin. Les trafiquants ont été conduits devant les autorités compétentes où ils devront répondre de leurs actes. Le responsable explique, par ailleurs, que le réseau en question achète des pangolins auprès de petits trafiquants au Cameroun, en Centrafrique et en République démocratique du Congo (Rdc). Ensuite, les écailles extraites des



animaux sont frauduleusement expédiées au Nigeria, avant d'être assemblées pour l'exportation illégale, notamment vers certains pays d'Asie. D'après Laga, les écailles de pangolins sont recherchées en Asie du Sud-Est, précisément pour leurs «propriétés médicinales» contre l'acné, le cancer et bien d'autres affections. La demande asiatique croissante a de ce fait, exposé le pangolin, l'une des espèces les plus braconnées au

monde, à une sérieuse menace d'extinction, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (Uicn). Le gouvernement de Pékin a en plus, interdit en 2016, le commerce du pangolin, de même que de ses écailles. Malgré cette prohibition, les trafiquants trouvent toujours les moyens pour écouler les produits défendus à prix d'or dans les marchés de Hong Kong, selon le directeur adjoint de l'Ong Laga.

**Éléphant.** À côté des supposées vertus médicinales des écailles de ces petits animaux longs de 30 à 80 cm, il faut aussi souligner que leur viande est appréciée dans plusieurs ménages dans le monde, bien que sa commercialisation soit interdite par la convention sur le commerce des espèces menacées de disparition. Le commerce illégal d'ivoire, quand à lui, occupe la troisième place des trafics les plus rentables après les stupéfiants et les armes, apprend-on. Il est alimenté par une forte demande en Asie et au Moyen-Orient, où les défenses d'éléphants sont utilisées dans la médecine traditionnelle et en décoration. Il faut également rappeler qu'en 2017 et 2018, plus de 7000 Kg d'écailles de pangolins ont été saisies au Cameroun, principalement au cours des opérations dénommées «Coup de poing», menées par le Minfof, dans le cadre de son programme d'application effective de la loi faunique initiée en 2003. À la lumière de ces statistiques, certaines organisations de la conservation faunique se sont réunies pour identifier des activités de sensibilisation en direction des populations afin que ces dernières prennent définitivement conscience des dégâts causés.

## LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS SOCIALES

# Le ministère des Affaires sociales déterminé

*Le département ministériel entend bannir les inégalités de la société camerounaise pour contribuer à sa manière, au maintien de la stabilité sociale, pendant le septennat des grandes opportunités.*

Dominique Elomo  
(stagiaire)

La patronne du ministère des Affaires sociales (Minas), Pauline Irène Nguéné, a présenté au public lors de la conférence annuelle des services centraux, déconcentrés et organismes rattachés de son département ministériel, tenue le 13 mars, des nouvelles stratégies de lutte contre les exclusions sociales. Plusieurs thématiques ont été abordées à cette occasion notamment, la prise en compte des aspirations des catégories vulnérables dans le fonctionnement des institutions, la modernisation du dispositif de protection sociale des personnes vulnérables, la mise en œuvre d'une politique nationale de protection sociale basée sur la décentralisation. Autant de problèmes sur lesquels se penche le ministère des Affaires sociales (Minas), pour contribuer à la préservation de la paix sociale et l'atteinte des objectifs du développement durable. Au cours de ces assises, il a été rappelé que le Minas est au cœur de la lutte contre les inégalités sociales, ainsi, Pauline Irène Nguéné, a promis que son ministère continuera à plaider en faveur d'une meilleure prise en charge des catégories vulnérables assez souvent exclues au quotidien. De même, son ministère s'est



engagé à contribuer efficacement à l'avènement d'une société plus juste et équitable de manière à pouvoir assurer l'épanouissement de tous les citoyens notamment ceux vivant avec un handicap. Dans la même logique, la Minas s'est dit déterminée à poursuivre son objectif selon les dispositions de la protection sociale des personnes socialement fragile. Les personnes handicapées, par exemple, doivent bénéficier des facilités d'accès aux

bâtiments et édifices publics ouverts au public. Ces personnes ont également droit à l'éducation et à la formation professionnelle ou encore à des emplois qualifiés et décents.

**Développement.** Au cours de sa leçon inaugurale, le directeur de la protection sociale de l'enfance, Jean-Pierre Edjoa, a souligné l'impact de la lutte contre les exclusions sociales sur la paix et le développement. D'après lui, aucune paix, aucun

développement ne sera possible tant que les classes sociales persisteront, car «l'exclusion est une arme très lourde pour la paix. Elle est son agent destructeur. Il faut faire la promotion du développement inclusif» a-t-il déclaré. Les objectifs fixés par le ministère des Affaires sociales visent, dans un premier temps, la promotion et la préservation de la paix sociale et dans un second temps, la facilitation de l'accès au développement durable. Ces derniers répondent favorablement aux exigences du septennat des grandes opportunités. Madame la ministre a conclu en martelant que les actions de solidarité nationale doivent prendre un véritable coup de fouet, afin de garantir au grand nombre de jeunes issus des catégories vulnérables, une gamme variée de facilités d'insertion ou de réinsertion socioprofessionnelle dans un contexte de décentralisation. Elle invite donc ses différents collaborateurs à prendre chacun ses responsabilités à son échelon, pour faire prévaloir les engagements de leur département ministériel, dont la performance reste le seul critère d'arme de combat.



## ÉNERGIES RENOUVELABLES

# Doumaintang a sa centrale solaire photovoltaïque

Cette localité du Haut-Nyong, région de l'Est, fait désormais partie des bénéficiaires du Projet d'électrification de 1000 localités du Cameroun par système solaire photovoltaïque, initié par le chef de l'État et mis sur pied en 2012 par l'alors Minee, Basile Atangana Kouna.

Cédric Mbida

La mise en service officielle de la centrale de Doumaintang, vendredi 15 mars, est le fruit de deux visites de travail de l'ex ministre de l'Eau et de l'Énergie (Minee), Basile Atangana Kouna, en République populaire de Chine en 2012. Séjours aux cours desquels l'ancien directeur général de la Camwater (Cameroon water utilities corporation) a engagé des négociations avec la multinationale Huawei et signé un Memorandum of understanding (Mou) avec cette firme. Selon son ossature, le projet est reparti en plusieurs phases. La première phase qui comporte 166 localités et dont fait partie l'arrondissement de Doumaintang est achevée en 2016. La 2<sup>e</sup> phase comprenant 184 localités a commencé en 2017. En gros, il est question d'électrifier 1000 villages. Ceci, pour répondre aux prescriptions du chef de l'État visant à améliorer les conditions de vie des populations rurales. Il faut souligner que le financement de la première et la deuxième phase est déjà bouclée. Il est donc évident que l'inauguration de la centrale solaire photovoltaïque de Doumaintang et Ngomdouma (village natal de Michel Ange Angouing), n'est que la finalisation d'un projet cher au chef de l'État et mis sur pied par le prédécesseur de Gaston Eloundou Essomba.

**Gratitude.** «Je voudrais m'acquitter d'un devoir, celui de dire merci au président de la République. Pourquoi je dis merci



au président de la République, vous savez que l'une de ses préoccupations premières, c'est de faire du Cameroun, un État moderne. Et l'arrondissement de Doumaintang, à travers ce projet est en train de faire ses petits pas vers la modernité. Je voudrais également dire merci aux pouvoirs publics. Et permettez moi, car on ne peut pas effacer l'histoire, je vais quand même me permettre de dire merci au ministre Atangana Kouna, qui a été à l'origine de ce projet que le ministre de l'Eau et de l'Énergie actuel est venu finaliser. Je voudrais donc dire merci au chef de l'État, à mon nom propre et au nom des populations de cet arrondissement. On dit souvent que là

où la route passe, le développement suit», a réagi, face à la presse, Michel Ange Angouing. L'ancien ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Minfopra), en sa qualité de principale élite de la localité et catalyseur du projet ajoute : «là où il y a l'énergie électrique, il n'y a pas de raison que le développement ne suive pas». Et l'époux de Françoise Ndanga qui n'arrête pas de dire "merci à Paul Biya" de conclure : «Je crois qu'à Doumaintang, nous sommes déjà en train de récolter les fruits de cette réalisation».

**Inquiétudes.** Au-delà de la joie exprimée par les bénéficiaires, beaucoup

d'observateurs espèrent que le ministre Gaston Eloundou Essomba aura à cœur de suivre tout simplement les travaux qui restent à terminer. «Il ne faudrait pas, comme cela se dessine déjà, qu'il s'égaré comme un certain Sollo à la Camwater qui avait fini par plomber cette entreprise prestigieuse. Pourtant en abordant tous les sujets avec humilité et modestie, le programme socio-économique du président de la République serait poursuivi sans grande difficulté», confie un responsable des services du Premier ministre, présent à Doumaintang vendredi dernier. Il faut avouer que depuis un certain temps, l'on constate avec amertume, un ralentissement des travaux pour des raisons totalement subjectives. D'ailleurs, le directeur de ce projet, un professionnel pétri d'une grande expérience, vient d'être limogé, sans façon, par Gaston Eloundou Essomba. Toujours est-il que de nombreuses langues pensent que l'enjeu est la gestion d'importantes sommes d'argent que le projet va générer. Pour l'actuel Minee dont les appétits boulimiques sont connus, il faut absolument placer un homme lige qu'on peut manipuler à souhait pour bien manger, en lieu et place d'un Asanji Nelson, originaire du Nord-Ouest, et dont la compétence est unanimement reconnue. Il n'est pas superflu de rappeler que ce dernier est un ingénieur de haut vol spécialisé en énergies renouvelables.

## CAN 2019

## Les Comores tentent leur qualification hors des stades

À quelques heures de la sixième et dernière journée des éliminatoires de ce tournoi, la fédération comorienne abat sa dernière carte en saisissant la Fifa pour exiger l'exclusion de son adversaire du 23 mars de la course aux qualifications.

Destin Mballa

Dans le classement de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2019, le Cameroun occupe le deuxième rang avec 8 points, derrière le Maroc qui vient en tête avec 10. Le pays des Lions indomptables est ainsi talonné par les Comores qui n'en disposent que 5 points.

Le match qui se joue le 23 mars à Yaoundé est donc déterminant pour les Comores. Si le Cameroun qui est bien parti pour décrocher son ticket pour l'Égypte, les Comores n'en sont pas certains. Privé de son meilleur joueur, l'attaquant El Fardou Ben Nabouhane, l'équipe Comorienne sent ses chances de qualifications s'amincir face au redoutable adversaire qu'est le Cameroun. Bien qu'ayant fait match nul à l'aller à Moroni (capitale Comorienne), les Cœlacanthes doivent se donner à fond pour venir à bout des Lions Indomptables qui sont quasi-



imbattables à domicile. C'est craignant ainsi une déculottée à Mfandena, que les Comoriens tentent d'obtenir leurs qualifications hors des stades et devant les tribunaux. D'autant plus que s'ils y parviennent, ce sera la toute première fois de leur histoire de participer à une coupe d'Afrique des Nations.

**Saisine de la Fifa** D'où la saisine de Fifa par voie de correspondance en date du 15 mars. Le comité national exécutif de l'instance faitière du football des Comores, a prévenu la Fifa que sans son intervention dans le litige qui l'oppose à la Caf, il saisira aujourd'hui à midi les tribunaux ordinaires d'Égypte pour obtenir gain de cause.

Les juridictions égyptiennes, selon les Comores, sont compétentes pour se prononcer sur des litiges opposant la fédération de football d'un pays africain à la Caf. Ceci pour deux raisons : d'abord parce que le siège de la Caf se trouve au Caire, et parce que l'Égypte est le pays organisateur de la Can 2019. Ce pays espère qu'une éventuelle exclusion du Cameroun lui ouvre les portes de la qualification à cette Can.

Rappelons que ce n'est pas la première fois que les Comores demandent l'exclusion du pays des Lions Indomptables de cette compétition. On se souvient qu'au lendemain du retrait de la Can, ce pays avaient demandé l'annulation de la qualification du Cameroun puisque n'étant plus pays organisateur. Toutefois, les Comores devront d'abord affronter le Cameroun sur l'air de jeu avant de voir le Tribunal arbitral du sport statuer sur leur requête.



## CRÉATIVITÉ DANS LES FILIÈRES TECHNIQUES

## Le satisfecit du Minesec aux Jpo de Nkongsamba

À l'occasion de la cérémonie d'ouverture des journées portes ouvertes que la patronne du département, Nalova Lyonga a présidé, jeudi 14 mars, dans la circonscription administrative.

Henri Bomba (de retour de Nkongsamba)

La professionnalisation des enseignements et surtout son arrimage aux prescriptions du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce), est une réalité au ministère des Enseignements secondaires (Minesec). La démonstration la plus parfaite de cette démarche est faite, chaque année, au cours des traditionnelles journées portes ouvertes (Jpo) de l'enseignement technique et professionnel. L'édition 2019, dont le ministre des Enseignements secondaires, Pr. Nalova Lyonga a présidé la cérémonie d'ouverture, s'est tenue au lycée technique de Nkongsamba les 14 et 15 mars, sous le thème «Journées portes ouvertes : creuset de la professionnalisation des Enseignements et de l'école propre.». À ses côtés pour les besoins de la cause, le secrétaire d'État auprès du Minesec, Boniface Bayaola ainsi qu'une importante suite de collaborateurs compétents en la matière, sous l'œil vigilant du préfet du Moungo, Guy René Galim Ngong ; du délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Nkongsamba, Basile Kollo, du proviseur dudit lycée, Thérèse Duyen epse Bayokok, sans oublier le gratin politico administratif, traditionnel et religieux du département. La cérémonie de Nkongsamba a rassemblé des établissements secondaires d'enseignement technique du département auxquels se sont ajoutés les élèves des établissements d'enseignement technique de la région du Sud-Ouest. L'initiative de ces traditionnelles rencontres, pour les organisateurs, est d'assurer la promotion et le rayonnement de l'enseignement technique et professionnel offert au



Cameroun. Plus spécifiquement, à travers les journées portes ouvertes, le Minesec entend, à la fois, sensibiliser la communauté éducative sur le potentiel de formation des établissements scolaires d'enseignement technique et professionnel et susciter, par la même occasion, l'intérêt des jeunes pour les filières qu'offre l'enseignement technique et professionnel. Il s'agit également de provoquer auprès des opérateurs économiques et autres partenaires, l'envie de s'impliquer davantage dans la formation des élèves et dans la vie des établissements scolaires. Après les formalités protocolaires et autres discours, le ministre et sa suite procèdent à la visite des stands, question de toucher du doigt le savoir faire des élèves. Seront ainsi

visités les stands de traitement du bois, de construction, de maintenance automobile, de maintenance et d'installation des systèmes électroniques, de bijouterie-joaillerie, de maintenance hospitalière et biomédicale, de couture sur mesure, d'esthétique-coiffure, des techniques agricoles, d'hôtellerie, de tourisme, de boulangerie pâtisserie...

**Stands.** Pendant plus d'une heure, Nalova Lyonga et sa suite visitent des centaines de stands en écoutant les exposants. «Nous encourageons la créativité que nous avons vue ici au lycée technique de Nkongsamba.» confie le Minesec, à la fin de sa visite pour dire sa satisfaction. Mais en bon pédagogue, elle note des insuffisances, au passage,

qui méritent d'être corrigées : «Le problème qu'ils ont tous, c'est le fait qu'ils n'étudient pas le marché. Ils produisent des choses qui, au final, resteront dans les ateliers. C'est pourquoi je dis qu'il est temps de changer de mentalités.» Et visiblement, le membre du gouvernement a la solution : «Que chaque élève technicien sache qu'il vient pour produire, créer son propre travail. S'ils sont dans leurs écoles pour produire des choses et s'attendre à ce que le public vienne les demander sur place, ce n'est pas la bonne attitude. La bonne attitude consiste à étudier le marché et à vendre au public ce dont il a besoin.»

## Sollicitude aux élèves déplacés

L'occasion de l'ouverture des Jpo de Nkongsamba a également permis au Minesec de s'imprégner de la situation des élèves déplacés de la crise anglophone et scolarisés dans le Moungo. 6 000 au total, lesdits élèves sont inscrits dans 31 établissements publics et dans 9 d'enseignement privé à Dibombari, à Fiko-Bonalea, à Mbangamombo, à Nlonako, à Manjo, à Loum, à Njombe-Penja, à Melong, à Bare et à Nkongsamba 1, 2 et 3. À la communauté éducative de Nkongsamba qui les a accueillis et aux élèves déplacés eux-mêmes, le membre du gouvernement a un message «Le message que j'ai, est tout d'abord de les féliciter. Ce sont des élèves très jeunes qui cherchent une éducation. Je pense que nous devons les encourager grandement. En même temps, nous devons dire notre gratitude aux populations du Moungo en général. Nous les félicitons parce qu'elles ont démontré qu'elles sont frères et sœurs de ces enfants et que ces enfants sont les leurs. Ils les ont acceptés comme nous le leur avons demandé.» Et de poursuivre à l'adresse des ces enfants déplacés, «Venez dans les écoles avec de bonnes intentions, apportez de bonnes idées, n'apportez pas de



mauvaises idées.» Rappelons que depuis plusieurs années, le ministère des Enseignements secondaires a fait de la professionnalisation des enseignements son cheval de bataille. Ce processus se

traduit par l'implémentation de l'approche par les compétences et le développement des filières porteuses, susceptibles d'améliorer l'adéquation entre la formation et l'emploi d'une part et de favoriser l'auto emploi et la

réduction du chômage d'autre part. Il se dit dans les couloirs du Minesec que cette orientation est en phase avec les prescriptions du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce), dont l'article 256 dispose que : «En ce qui concerne l'enseignement technique, l'action de l'État visera en priorité à améliorer sa qualité en adaptant les formations offertes aux besoins réels du marché et en développant les partenaires avec le secteur productif de l'économie afin d'accroître l'offre en formation. Les filières créées au sein des établissements seront adaptées aux zones agro écologiques du Cameroun pour disposer d'un vivier de professionnels des métiers de la pêche, des forêts et de l'artisanat, notamment. Cette spécialisation tiendra également compte des grands projets à réaliser dans le pays.» Il est donc clair que la présence de Madame le ministre, herself, à Nkongsamba vient concrétiser cette vision, en même temps qu'elle dénote, à en croire le délégué du gouvernement Basile Kollo, de la sollicitude du chef de l'État, Paul Biya, qui a placé Nalova Lyonga «At the right place».



# PRÉSIDENTIELLE 2018

## La nouvelle vie des candidats malheureux

2018 a été marquée par une élection présidentielle éprouvante. Après la folie et le rythme soutenu de cette échéance, petit retour en cette nouvelle année sur ceux qui les ont marqués : les candidats malheureux. Petits ou grands, que sont-ils devenus ? Certains se sont éloignés du paysage politique, voire de leurs partis et militants. Ils sont devenus

introuvables, injoignables, inaccessibles ou tout simplement disparus des radars. Il y a ceux qu'on qualifie d'oubliés de la présidentielle. Ils ont tous un point en commun : ils ont obtenu moins de 5 % des votes exprimés par les Camerounais. Et pourtant, leurs visages et leurs personnalités résonnent encore dans la mémoire collective. D'autres n'ont pas disparu des

écrans radars, - on voit encore sur les plateaux télé - même si leurs discours n'ont pas convaincu les Camerounais. Tous, en tout cas, n'ont pas pris le même chemin, mais une chose est sûre : leur participation à l'élection présidentielle aura marqué leur vie. Infomatin fait une incursion dans l'univers de certains d'entre eux.



## Maurice Kamto: le président autoproclamé à la prison de Kondengui

Accusé entre autres d'«incitation à l'insurrection, le tireur de pénalty connaît actuellement des démêlés avec la justice. Ce dernier parle d'un emprisonnement «politique».

Cédric Mbidas

Les manifestations organisées à l'initiative de cette formation politique, le 26 janvier à travers le pays et à l'étranger, avec notamment, la mise à sac des ambassades du Cameroun en France et en Allemagne par des partisans de ce parti politique. Des manifestations préalablement interdites par les autorités, ce qui a déclenché un vaste mouvement d'interpellations des militants et des dirigeants du Mrc dont son président national Maurice Kamto. Ce dernier qui s'était autoproclamé «président élu», lors de la présidentielle du 07 octobre 2018, a officiellement obtenu 14% de suffrages, se classant deuxième, loin derrière le président sortant, Paul Biya, crédité de 71,28% de suffrages par le Conseil constitutionnel. Au cours d'un point de presse, le vendredi 26 octobre 2018 à Yaoundé, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, en dénonçant ce que les partisans du Mrc ont toujours dénommé «le chassement» dans les réseaux sociaux, indiquait que «toutes les tentatives de trouble à l'ordre public seront traitées avec la plus grande fermeté. Les auteurs, comme ceux qui les y auront incités, auront à répondre devant les instances judiciaires compétentes. La qualité d'ancien candidat à l'élection présidentielle ou membre d'un parti politique ne confère aucune



immunité». Paul Atanga Nji avertissait en guise de conclusion : «Tous ceux qui seraient tentés de violer les lois de la République auront à en répondre devant les instances appropriées et subiront toute la rigueur de ces mêmes lois».

**Défiance.** Malgré cette mise en garde, à l'initiative du Mrc, des «marches

blanches» seront néanmoins projetées sur l'ensemble du territoire national pour dire «Non au hold-up électoral, Non au hold-up de la paix dans les Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, Non au hold-up des fonds publics sous couvert de l'organisation de la Can 2019». Ayant pris part à toutes les étapes du scrutin, le ministre de l'Administration

territoriale, Paul Atanga Nji y voit «un faux prétexte». À travers cette marche, «le Mrc veut inciter nos compatriotes à braver l'ordre républicain», pense le ministre de la Communication. D'après René Emmanuel Sadi, certains participants à cette marche illégale, se sont montrés agressifs. Au point de défier les forces de sécurité en particulier à Douala. Par conséquent, «faisant montre de maîtrise et de professionnalisme, les forces de maintien de l'ordre ont dû procéder à des mises en demeure (...) non suivies d'effets de la part des manifestants», souligne le ministre de la Communication. Hors des frontières nationales, l'Ambassade du Cameroun à Paris a fait l'objet d'une attaque par une centaine de militants du Mrc. Cela a causé «des dégâts matériels considérables», déplore René Emmanuel Sadi. Pour le gouvernement, ces personnes sont «comptables des conséquences et des exactions commises». Les responsables s'exposent ainsi aux sanctions prévues par la loi. Le président du Mrc, Maurice Kamto, a finalement été arrêté le 28 janvier. 8 chefs d'accusation sont retenus contre lui : l'attroupement, la rébellion en groupe, l'hostilité à la patrie, l'insurrection, le trouble à l'ordre public, l'association de malfaiteurs, l'incitation à l'insurrection et la complicité.



# Cabral Libii reprend du service à l'université de Yaoundé II-Soa

De retour de sa très courte visite de travail en Europe, le leader du mouvement 11 Millions de citoyens a été aperçu au campus, après les menaces du recteur de l'institution qui l'accuse d'avoir abandonné son poste depuis le 23 octobre 2018.

Yves Marc Kamdoum

## Franklin Ndifor poursuit son évangélisation

L'histoire et les archives retiendront que le pasteur/prophète Franklin Afanwi Ndifor est le tout premier membre du clergé à affronter Paul Biya à une élection présidentielle au Cameroun. Le candidat du Mouvement citoyen national du Cameroun (Mcn) a marqué les esprits par son accent et ses différentes prises de parole. C'est dans son église pentecôtiste du quartier Bonaberi, à Douala, qu'il avait annoncé avoir reçu un appel de Dieu pour cette échéance présidentielle. Âgé de 40 ans, Ndifor Afanwi Franklin n'a pas abandonné la pastorale. Le pasteur du Kingship International Ministry considère que la politique est la cause des maux du Cameroun et se dit prêt à «délivrer le pays». Infrastructures à grandes échelles, digitalisation et numérisation, industrialisation à grands capitaux, baisse du taux d'imposition figuraient parmi les mesures révolutionnaires financières et économiques à mettre en œuvre par le candidat Franklin Ndifor Afanwi au cas où il arrivait à remporter l'élection présidentielle d'octobre 2018. Entre «mandat présidentiel de 5 ans renouvelable une fois», «redéfinition de la nouvelle école camerounaise», «socialisation des prises en charge sanitaires», «plan d'industrialisation, amélioration du climat des affaires», «construction d'autoroutes», et «remobilisation du service public», Franklin Ndifor Afanwi s'était engagé à effectuer de profondes réformes institutionnelles, mettre sur pied un nouveau modèle éducatif, à révolutionner le système sanitaire, relancer l'économie, l'emploi, l'industrialisation, à construire des infrastructures routières modernes, créer une fonction publique des travailleurs, contrôler la dépense publique, lutter contre la corruption et à renforcer la sécurité. Au final, le candidat classé 7<sup>e</sup>, a juste obtenu 0,67% des voix au terme du scrutin présidentiel.

Y.M.K.

**A** lors que le professeur Adolphe Minkoa She, recteur de l'Université de Yaoundé II, a signifié que Cabral Libii sera bientôt considéré comme démissionnaire, le cadre contractuel a partagé, le 15 mars dernier, quelques photos de lui, où on le voit vadrouiller et jouer aux mots fléchés sous un arbre. «Je viens d'achever ma journée de travail» a-t-il déclaré sur Facebook. Comme une sorte de démonstration pour l'homme politique qui s'est toujours plaint publiquement de n'avoir pas de bureau à l'université et d'errer. «Le 23 octobre correspondait exactement à 16 jours après l'élection présidentielle. Et, il était impossible pour moi de me présenter au campus car mon QG de campagne était scellé et mon domicile envahi par la police. Comment pouvais-je sortir avec un tel déploiement ? Depuis que j'ai pris service à l'Université de Yaoundé II-Soa, je n'ai pas de bureau, je n'ai pas d'espace de travail.», avait-il écrit, avant d'ajouter : «Pourtant, j'y vais régulièrement et à chaque fois, je me retrouve en train d'errer dans la cour. Sauf que je ne peux pas passer mon temps à errer dans le campus et je préfère m'occuper à autre chose. Ce d'autant plus que mon patron et moi avions convenu que nous travaillerons beaucoup plus par téléphone.», déclarait-il sur son compte Facebook le 11 mars. À côté de cette journée de travail particulière au sein du campus de Yaoundé 2, Cabral Libii, par voie de communiqué officiel, a annoncé ce même 15 mars, la création de sa propre formation politique (Les citoyens). Elle a été décidée lors d'une Assemblée consultative tenue le 06 mars 2018 à Yaoundé, 6 mois après les présidentielles lors desquelles il avait été investi par Univers de Prosper Nkou Mvondo. En rappel, le candidat du parti Univers a été classé 3<sup>e</sup> au terme du vote du 07 octobre 2018. Le 8 octobre, au lendemain du scrutin présidentiel à un seul tour, il dira qu'il est l'élu du peuple. «Merci à tous mes compatriotes qui m'ont accordé leur préférence dans l'urne. Il n'y a pas de doute je suis l'élu du peuple camerounais! Il reste comme je l'avais dit, à le prouver... Merci à tous ceux qui ont consenti d'indicibles sacrifices pour cette exaltante œuvre de ravivement politique au Cameroun.» a-t-il déclaré sur Facebook. L'homme mettait déjà sur la table de nombreuses interrogations. Malgré des mesures prises



pour garantir la sécurité du scrutin, le vote selon lui a été perturbé par de nombreuses irrégularités. C'était le premier opposant au régime en place qui monte au créneau pour dénoncer les résultats à venir.

«Les irrégularités auront été manifestes, ignobles (refoulement des représentants, bourrages, absence de nos bulletins dans les centres de vote, violences physiques, absence de noms

sur les listes...) Nous rejetons d'ores et déjà les résultats issus de ces bureaux de vote entachés de fraude. Nous recevons les PV et nous publierons nos résultats dans les heures à suivre. »

## Garga Haman silencieux à la Conac

Sorti 6<sup>e</sup> avec un score de 1,55% à la présidentielle du 07 octobre, le leader de l'Add se fait discret depuis plusieurs mois.

N.B

(stagiaire)

**À** la place du président national de l'Alliance pour la démocratie et le développement (Add), c'est plutôt ses militants qui prennent les devants. Pour certains d'entre eux, les yeux sont désormais dirigés vers les élections locales de cette année. «Nous sommes convaincus que si le président national, Garga Haman Adjii, faisait une simple descente dans la région de L'Est comme certains candidats, vraiment le score de notre grand parti aurait été meilleur que celui-ci», a eu à soutenir Mahamadou Bachirou, président régional de l'Add. En effet, il estime que le score de leur candidat dans la région de l'Est constitue un signal fort d'espoir, comparativement à la performance des autres candidats de l'opposition qui ont sillonné le soleil levant. Membre de la Commission nationale anti-corruption (Conac), Garga Haman Adjii estime que soit les institutions mises en place sont insuffisamment pensées, soit les moyens de contrainte mises à la disposition de la Conac n'existent pas. Il suppose aussi que les corrompus sont peut-être tout simplement plus forts que leurs surveillants. L'ancien ministre déplore également le fait que les organismes de lutte contre la corruption ne



disposent pas du droit de sanctionner. Il rapporte à ce propos que «Quand la Conac surprend quelqu'un en train de voler 20 milliards, elle rend compte et c'est le silence absolu.», assure-t-il en déclarant qu'il possède des chiffres qui confirment ses dires. Garga Haman Adjii soutient que c'est au président de la Conac de dire au président ce qu'il faut pour que la lutte soit efficace. Il rappelle que les choses fonctionnaient mieux lorsqu'il était ministre de la Fonction publique et du contrôle de l'État. «Le contrôle supérieur de l'État avait simplement le conseil de discipline budgétaire je réussissais parce qu'on avait des pouvoirs.», affirme celui qui avait été surnommé «Le

chasseur de baleines». Le candidat malheureux à la présidentielle se dit favorable pour un système électoral à deux tours. En réalité, le programme politique de Garga Haman Adjii date de l'élection présidentielle de 2004, la première à laquelle il a pris part. Celui-ci est consigné dans un livre intitulé : «Ainsi pourrait devenir [ notre ] pays ». Au plan politique et institutionnel, le président de l'Add entend prioritairement faire respecter à la lettre, le principe de séparation des pouvoirs. S'il accède à la présidence de la République, il ne devrait plus être question que l'exécutif nomme les magistrats et gère leurs carrières.



# Joshua Osih à la Fecafoot

Le candidat du Social democratic front (Sdf) fait désormais partie du bureau exécutif de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot).

Mamouda Labaran

C'était au terme de l'Assemblée générale élective tenue le 12 décembre 2018 au Centre d'Excellence de la Confédération camerounaise de football (Caf) à Mbankomo, près de Yaoundé, que l'honorable Joshua Nembanghi Osih a été désigné membre du nouveau bureau du Comité exécutif de la Fecafoot. Seul hic, l'article 50 des statuts de la Fecafoot, dispose en son alinéa 1 que «les fonctions de membre du gouvernement ou toute personne exerçant une activité lui conférant une immunité de poursuites sont incompatibles avec celles de membre du Comité d'urgence de la Fecafoot». L'une des résolutions prises par le comité exécutif rappelle que les membres frappés par les dispositions de l'article 36 alinéa 3 et 50 des statuts de la Fecafoot, relatives aux incompatibilités, avaient jusqu'au 15 janvier 2019, délai de rigueur, pour se conformer. Pour d'autres, cela signifie que



Joshua Osih, membre du Comité d'urgence de l'instance, est concerné au premier chef, par la résolution prise par le Comité exécutif. Le 20 décembre 2018, à l'occasion de la clôture d'un tournoi dédié aux jeunes, le 2<sup>e</sup> vice-président de la Fecafoot a donné sa position sur la question. «Attendez d'abord les

trente jours ! De toutes les façons, ça ne me concerne pas. Il est quelque chose d'indéniable que les Camerounais sont largement au chômage. Nous avons voulu changer les choses avec l'élection présidentielle, malheureusement ils ont décidé de rester au chômage.» a

d'abord indiqué le 1<sup>er</sup> vice-président du Sdf. Visiblement embêté, Joshua Osih a porté une seconde charge: «Vous savez, quand les gens sont au chômage, ne travaillent pas, ils cherchent malheureusement des polémiques où il n'y en a pas.», a-t-il lâché. Le candidat malheureux à l'élection présidentielle du 7 octobre 2018, a pourtant continué d'entretenir le flou. Sa réaction est publiée dans les colonnes du quotidien Mutations, édition du 16 janvier 2019. «Il y a un seul membre du Comité Exécutif qui n'est pas concerné par cette décision. Tout le reste doit le faire et on demandait juste aux gens de respecter les délais. Il n'y a pas lieu de créer une polémique... Je tiens à rappeler que la Fecafoot n'est pas publique. Ce qui se passe à l'intérieur ne concerne pas tout le monde.», a déclaré le vice-président du Sdf. Ce dernier a dénoncé le retrait de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 au Cameroun, mais également l'impunité des responsables de ce fiasco. Joshua Osih s'est personnellement impliqué dans la recherche des solutions pour rendre viable la structure des deux clubs mythiques de Yaoundé, Canon Sportif et Tonnerre Kalara Club. Classé 4<sup>e</sup> au terme du scrutin du 07 octobre avec 3,36%, Joshua Osih n'avait pas caché ses motivations pour le poste de président de la République. Pour mémoire, répondant aux questions de Christophe Boisbouvier sur Radio France internationale (Rfi), le 27 février 2018, le candidat du Social Democratic Front dira : «Depuis 1960, depuis l'indépendance de notre pays, on n'a jamais eu de changement de régime, on n'a jamais eu de transition politique. (...) S'il n'y a pas une transition démocratique à la fin de l'année, le pays risque de basculer dans une violence irréversible».

## Serge Espoir Matomba, prêt pour toute élection

Malgré son rang obtenu à l'issue de la dernière présidentielle (8<sup>e</sup> avec 0,56 % des voix), le premier secrétaire du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs) ne désarme pas pour autant. Dans une interview accordée à Cameroon Tribune, Serge Espoir Matomba a dévoilé ses ambitions et ceux de son parti. Pour ce qui est des élections législatives et municipales en vue, il déclare «le souhait que nous prenions part aux scrutins sur les 360 communes et sur les 180 circonscriptions parlementaires. Mais nous sommes dans la phase de mutualisation des forces. Nous ferons le maximum pour le parti et pour les forces qui se sont unies». A titre individuel, M. Matomba se dit aussi occupé du fait qu'il soit un entrepreneur. «Je suis avant tout un entrepreneur. Je suis en voie de création de plusieurs entreprises pour le bénéfice des Camerounais que j'emploie. Pour les élections à venir, ce qui sera arrêté par le parti sera fait par moi. Je consacre généralement mes 24 heures au parti politique. Je suis prêt pour toute élection s'il le faut. Le parti pourra décider autrement et je devrais seulement suivre.», explique-t-il. Quant à la participation du Purs dans l'opération des inscriptions sur les listes électorales qui a débuté le 2 janvier dernier, Espoir Matomba indique «à ce jour, nous avons 261 représentants dans les commissions de recensement de vote. Nos éléments dans ces commissions sont en train de travailler avec Elecarn pour que les inscriptions se fassent de la meilleure des manières. Nous avons aussi lancé des campagnes de sensibilisation sur le terrain en vue d'inscrire plusieurs personnes en même temps, que la distribution des cartes.». Rappelons que le chef d'entreprise de 40 ans a l'ambition d'établir un véritable dialogue avec la jeunesse. Il est très engagé sur les problématiques sociales.

N.B

## Adamou Ndam Njoya replie à Foumban

Le président national de l'Union démocratique du Cameroun (Udc) est des moins en moins visible, laissant la parole à son épouse.

Nadine Bella

La dernière image que l'opinion retient du Dr Adamou Ndam Njoya est celle de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux de l'Union Démocratique du Cameroun (Udc) à la presse, le mercredi 30 janvier 2019, au siège du parti à Yaoundé. Lors de cette cérémonie qu'il présidait, le président du parti, visiblement affaibli, a laissé la parole à son épouse, l'honorable Hermine Patricia Tomaino Ndam Njoya, député à l'Assemblée nationale. C'est donc à elle qu'est revenue la charge de faire le procès de la mal gouvernance au Cameroun. «Les constats récurrents se sont révélés au fil du temps, de plus en plus amers, avec le lot des conséquences qui nous amènent aux multiples crises et soubresauts actuels. Ce sont : l'absence d'indépendance des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire; la lutte et la confiscation du pouvoir devenues personnelles, égoïstes et quasi-monarchiques; l'absence d'un sentiment national; les manipulations électorales; la question du genre; la mauvaise gestion de la décentralisation.», dénonce l'élue de la Nation. À 77 ans, Adamou Ndam Njoya est arrivé en 5<sup>e</sup> position avec 1,73% des voix. En 2004, l'enseignant et ancien ministre fut classé troisième avec 4,5% des voix à la



présidentielle. Ce diplômé de droit international et de Sciences politiques est aujourd'hui maire de Foumban à l'Ouest Cameroun. Il a été à chaque présidentielle, candidat de l'Udc, un parti qu'il a créé en 1991. Il s'est toujours montré critique à l'égard de l'évolution sociopolitique du Cameroun. «Nous sommes dans un pays marqué par une succession de rendez-vous manqués. 1961, 1972, 1990, 1991 ont été des rendez-vous manqués», a-t-il rappelé au cours d'une table ronde organisée à Yaoundé. Concernant les enjeux politiques, la réforme du code électoral, le scrutin à deux tours, la limitation de mandats, la formation politique des jeunes en vue de leur préparation aux postes de responsabilité sont

entre autres, les points saillants qui constituent le champ de bataille de l'Udc. Sur le plan socio-économique, le parti est favorable à une politique de production et opposé à la fracture sociale qui révèle d'un côté, les riches et de l'autre, les pauvres. Enfin, l'Udc réaffirme lutter pour le respect des résolutions adoptées lors de la tripartite de 1991. S'exprimant sur la question anglophone, Adamou Ndam Njoya, titulaire d'un Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle et d'un Doctorat d'État en droit public international et en Sciences politiques et dont le parti est représenté par cinq députés à l'assemblée nationale, n'a pas de solution miracle.



## YAOUNDÉ

**1,8 milliard pour le renforcement de l'électricité**

Des travaux de renforcement du réseau de distribution électrique dans la ville de Yaoundé ont été engagés par l'entreprise concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, Eneo. Pour son effectivité, une somme de 1,8 milliard Fcfa sera mobilisée. À en croire Jean Jacques Gwet, le chef dudit projet devant s'achever en juillet de l'année en cours, le renforcement électrique consiste à «remplacer les câbles de faible section par ceux de grandes section, pour augmenter les capacités de transit. Quant au renforcement mécanique, il s'agit de remplacer les poteaux en bois par les poteaux en béton.» apprend-on. L'objectif visé étant l'amélioration de la qualité de service.

## CEMAC

**Conférence des chefs d'État prévue le 24 mars**

Le président en exercice de la conférence des chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, chef d'État du Tchad, Idriss Deby, a convoqué la 14e session ordinaire de l'instance pour le 24 mars. Cette rencontre se déroulera à Ndjamena, capitale du Tchad. Durant cette rencontre, les chefs d'États devront tabler sur la problématique du financement de la Communauté par le recouvrement de la taxe communautaire d'intégration (Tci). De prime à bord, une évaluation de la mise en œuvre des décisions de la Conférence des chefs d'État tenue le 25 octobre 2018 sera faite.

## DES CENTRALES PHOTOVOLTAÏQUES

**Pour une réduction de 275 Kw/h**

L'entreprise chinoise Huawei technologies, a financé la construction de plusieurs centrales solaires devant permettre à plus de 1000 localités d'améliorer la qualité du service électrique. De fait, le prix du kilowattheure subira une réduction allant de 375 à 100 Fcfa. Ainsi, c'est dans le cadre du partenariat public-privé, que le ministre de l'Eau et de l'Énergie (Minee), Gaston Eloundou Essomba, a procédé à l'inauguration, le 15 mars, des centrales solaires à Doumaintang, dans la région Est du pays. Il s'agit là du début d'un projet qui permettra la fourniture électrique permanente 24h sur 24 dans les localités concernées, apprend-on.

## FIAD 2019

**2 000 acteurs de l'économie réunis**

La 6eme rencontre du Forum international Afrique développement s'est achevée le 15 mars à Casablanca au Maroc.

Rosine Laure Elong  
(Stagiaire)



Quand l'Est rencontre l'Ouest". C'est sous ce thème que se sont réunis dans la capitale du Maroc, près de 2 000 experts et participants des questions économiques. Ouvert le 14 mars, sous le haut patronage du roi Mohammed VI, le Forum international Afrique développement (Fiad) 2019, s'est terminé le 15 mars à Casablanca. À l'initiative du Fonds d'investissement panafricain Al Mada, actionnaire de référence du groupe Attijariwafa Bank, ce programme de rencontre annuel démontre l'engagement de la communauté économique et politique dans la dynamique intercontinentale, renseigne le journal à capitaux publics, Cameroon tribune. Pour la première journée, les travaux sont marqués par des échanges sur les sous-thèmes : «Accélérer l'intégration économique sous régionale», «Stand up for African Women Entrepreneurs», «Le digital, levier de croissance en Afrique : quelle contribution des jeunes stratuppers africains ?». Quant à la seconde journée, un focus est fait sur «Le positive impact, garant d'une croissance solidaire et responsable». S'en est suivi la cérémonie des trophées jeunes entrepreneurs et des trophées de la Coopération Sud-Sud. Tout au long des échanges, les différents orateurs suggèrent d'investir sur les infrastructures, les diversités économiques des pays africains et briser les barrières culturelles, douanières et dogmatiques. Par ailleurs, les participants

invitent les États à mettre un accent sur le libre-échange et l'entreprenariat jeune, apprend-on. Un regard est également tourné vers la femme qui constitue, selon le Fonds d'investissement panafricain Al Mada, un moteur de l'économie en Afrique. Ainsi, au terme de cette 6eme édition, près de 5 000 rencontres B to B ont été tenues, s'ajoutant aux dizaines de rencontres informelles qui ont eu lieu en marge du Forum. Les marchés les plus importants ont été enregistrés dans les secteurs agroalimentaires (42%), travaux publics (26%), négoce et distribution (18%), énergie et distribution (8%), et transport et logistique (5%).

**Rencontre.** Le Fiad est un marché de l'investissement qui réunit chaque année plusieurs pays africains à l'honneur. Les cinq premières éditions du Forum ont réuni plus de 7 500 opérateurs de 36 pays, et fait générer plus de 17 000 rendez-vous d'affaires. Il est à ce jour considéré comme la plateforme de référence, en Afrique, de la communauté économique et politique engagée dans la dynamique intercontinentale. Cet espace d'affaire vise une stimulation de la dynamique économique intra-africaine, ainsi que le développement durable du continent africain, par la concrétisation de partenariats pérennes, renseigne le site Africa development club. Initiative encourageante.

## SECTEUR MÉTALLURGIQUE

**Le gouvernement entend promouvoir les produits locaux**

Le Minmindt, Gabriel Dodo Ndoke, accompagné du Mincommerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a effectué une visite de travail à Douala, le 13 mars, afin de vérifier les potentialités des producteurs.

R.L.E.  
(stagiaire)

Les ministres des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (Minmindt), Gabriel Dodo Ndoke, et du Commerce (Mincommerce), Luc Magloire Mbarga Atangana, se sont rendus mercredi 13 mars dans la capitale économique Douala, afin d'y effectuer une descente dans les principales entreprises évoluant dans la filière sidérurgie-métallurgie. Ainsi, les trois principales scieries du Pays, à savoir, Prometal, les Aciéries du Cameroun, et Steel, ont connu le passage des membres du gouvernement. Cette visite de travail, qui est en droite ligne de la volonté du chef de l'État, Paul Biya, de rendre effective la promotion du Made in Cameroon, avait pour but de vérifier les capacités des industries du secteur métallurgique, à pouvoir assumer en terme de qualité et de quantité les besoins en la matière. Le Minmindt, Gabriel Dodo Ndoke, et le Mincommerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, ont pu constater, avec satisfaction, que les trois principaux acteurs du secteur ont des chiffres rassurant.

**Surcapacité.** Selon les opérateurs du secteur, le taux de couverture de la capacité de production par rapport aux besoins estimés est de 321% sur le segment tubes. Pour les tôles

d'acier, on est aux alentours de 171%. Le taux pour le fil recuit quant à lui, s'élève à 287%, renseigne le journal à capitaux publics Cameroon tribune, dans sa parution en ligne. Il faut le préciser, cette visite intervient après que les industries ont saisi le gouvernement pour lui faire part de leur surcapacité de production, apprend-on. Cette requête a pour but de limiter les importations en la matière, les producteurs locaux ayant les capacités requises. Pour illustration, Prometal, a une production moyenne de plus de 90 000 tonnes de fer à béton par an, hors production profilage, métal agricole et tréfilage. Pour ce qui est des aires de stockage des Aciéries du Cameroun, on peut compter 5 000 brouettes, 2 000 tonnes de fer à béton, et des millions de pointes, pour ne citer que ceux-là, renseigne le confrère EcoMatin. Les produits locaux sont en concurrence avec ceux de l'extérieur, et des sources parlent d'une interdiction probable d'importation des matériaux de ce secteur. À en croire les propos du ministre Luc Magloire Mbarga Atangana, malgré cette surcapacité de production des locaux, les producteurs doivent persévérer dans la production de masse, afin «d'intégrer dans de bonnes conditions la future Zone de libre-échange intercontinentale (Zlec)», apprend-on.





WOURI

# Laurent Esso dénonce les caméléons du Rdpc

Samedi à Douala, le chef de la délégation permanente a fustigé ceux qui agissent dans l'obscurité et dans l'intrigue.

Diane Abada, envoyée spéciale à Douala

« Pour la présidentielle de 2018, nous avons mené une campagne électorale dans un contexte quelque peu ambigu et plein de sous-entendus, ne sachant pas très bien si nous cheminions toujours ensemble pour atteindre le même objectif, c'est-à-dire la victoire du président Paul Biya dans le Littoral, ou si nous œuvrions pour obtenir l'échec personnel des uns ou des autres. Peu nous importait donc si le président Paul Biya sortait vainqueur ou pas de cette élection. » C'est un bilan sans fards, sur un ton dépité et qu'on ne lui connaissait pas jusqu'ici, que Laurent Esso s'est adressé à ses camarades, samedi à Douala. En séminaire régional, le chef de la délégation permanente du comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, au pouvoir) pour le Littoral, faisant l'inventaire des performances régionales à l'issue de la présidentielle du 7 octobre 2018, n'y est pas allé du dos de la cuiller. Au Cercle municipal de Bonanjo, il a dénoncé des dysfonctionnements internes des appareils locaux du parti, mais aussi des querelles intestines, qui minent les structures de base.

Selon le non moins ministre d'État en charge de la Justice, garde des Sceaux, il apparaît clairement qu'il y a eu, en 2018, une démobilisation de l'électorat en général, se traduisant par un taux d'abstention très élevé de 45,22% à ce scrutin. Plus grave, a-t-il martelé, « il y a



Paul Célestin Ndembiyembe et le ministre d'État Laurent Esso

eu un report de voix des militants du Rdpc au bénéfice de candidats concurrents». Un phénomène qui serait peut-être, selon lui, le résultat d'une mauvaise politique d'inscription sur les listes électorales du fait d'un manque de discernement des responsables du parti du flambeau en charge de cette opération.

« Les résultats escomptés n'ont pas été obtenus parce que certains d'entre nous n'ont pas tenu les engagements que nous avons tous pris », a déploré Laurent Esso. Et de rappeler à ceux qui étaient avec le Rdpc, ou qui sont encore avec lui et qui, dans l'obscurité et dans l'intrigue, changent de camp pour se laisser emporter par le vent d'un prétendu

changement, qu'ils connaîtront le destin des feuilles mortes emportées par le vent. « Ici, dans le Littoral, la génération spontanée d'hommes politiques foisonne et porte les attraits du chant des sirènes. C'est ce qui a peut-être fait rêver ceux qui, parmi nous, ont accordé leurs voix aux concurrents de notre candidat. »

Constatant que la métropole économique, Douala, semble devenue un champ d'expérimentation pour des aventuriers politiques de tous bords, le chef de la délégation permanente du comité central s'est appesanti sur le caractère cosmopolite de cette ville, qui appartient désormais à tout le monde. Mais, si Douala peut se targuer de cet

honneur, il ne semble pas en être autant des autres grandes agglomérations du pays, où ce foisonnement politique et ces flibustiers sont étrangement absents. Un marché de dupes, en quelque sorte, où certains délaissent leurs fiefs, préférant venir semer les germes de la division, de l'imposture et du manichéisme sur les bords du Wouri, alors que le vivre-ensemble devrait être un programme prioritaire pour tous les Camerounais, dans toutes les localités du Cameroun.

Samedi à Douala, il s'est certes agi d'une réflexion collective portant sur l'engagement derrière le président national, Paul Biya. On on a disserté sur l'engagement au sein du Rdpc, mais aussi sur la discipline communautaire et la responsabilité électorale, chacun à son niveau de militantisme et d'adhésion. Mais tous les esprits restaient focalisés sur le récent scrutin à la magistrature suprême dont la campagne, selon Laurent Esso, « s'est avérée difficile », se soldant néanmoins par « des résultats fort appréciables » en faveur du candidat Biya. Lequel a obtenu 181.417 voix sur 935.531 inscrits, soit 35,75% des suffrages en valeur relative dans le Littoral pour un taux de participation global de 54,78%. En dépit d'une concurrence locale féroce, le Wouri, à lui seul, a ainsi donné plus de voix à Paul Biya que chacun des 52 autres départements du Cameroun, pris séparément.

## Le ministre d'Etat met le cap sur 2019

« Maintenant, les débats sont clos. Les urnes ont parlé. La très grande majorité des Camerounais, 71,28%, a fait un choix qui confirme que la démocratie est bien vivante au Cameroun, et dans le Littoral en particulier où, malheureusement, nous n'avons pas su donner à notre candidat, le président Paul Biya, les voix que nous lui avons promises », a tranché le camarade Esso. Se projetant déjà sur les échéances législatives, municipales et sans doute régionales de cette année, Laurent Esso, pour qui les résultats du scrutin présidentiel « ont démontré que la région du Littoral constitue une zone de vulnérabilité électorale en défaveur du Rdpc », a appelé à la mise en place d'un dispositif approprié.

D'où l'implication, plus que jamais attendue, de tous les acteurs de la chaîne pour un travail en synergie. Un maillage qui sera constitué de la délégation permanente régionale, de la délégation permanente départementale, du comité central ainsi que les cellules,



La salle pleine à craquer...

comités de base, sections et sous-sections qui sont, en réalité les portes d'entrée et le socle du Rdpc. Les thématiques des exposés, suivis par des échanges, traduisaient ce souci de resserrer les rangs et de veiller au grain. Ainsi du Pr Paul Célestin Ndembiyembe,

qui évoquant l'engagement politique et la discipline électorale au sein du Rdpc, a défini celui-ci comme une démarche libre, volontaire et responsable d'un citoyen qui refuse d'être passif dans la vie de la Cité et décide d'y participer de manière active. Toute chose qui oblige

au respect des règles et normes, à la promotion des idéaux de la formation dans l'entourage, à des attitudes exemplaires au quotidien afin d'impacter positivement la vie des citoyens, tout en travaillant pour l'intérêt du parti. Évoquant les responsabilités électorales des femmes et des jeunes du Rdpc, Véronique Moampea Mbio a pour sa part rappelé les deux objectifs à atteindre, en tant que parti favorable à la promotion de la parité et l'implication des jeunes dans la vie active et politique du parti, à savoir encourager les femmes et les jeunes à s'inscrire effectivement sur les listes électorales, et ainsi relever le niveau de participation à la vitalité dudit parti.

Clôturent le ballet des présentations sur les responsabilités électorales des animateurs du parti à la base, le Pr Paul Célestin Ndembiyembe a rappelé l'impérieuse nécessité d'implication de tous les maillons de la chaîne, à tous les niveaux.



LAURENT ESSO

# Ceux qui changent de camp connaîtront le destin des feuilles mortes

Voici, dans son intégralité, le discours du chef de la délégation permanente régionale du comité central du Rdpc pour le Littoral, le 16 mars 2019 à Douala.

**Distingués Camarades,  
Mesdames et Messieurs,**

C'est un grand plaisir, pour la délégation permanente régionale du Comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais, pour le Littoral, de vous accueillir ici, ce jour, à l'occasion de ce séminaire régional du Rdpc, organisé à l'initiative de Monsieur le secrétaire général du Comité central de notre Grand parti, et qui se situe dans le prolongement du séminaire régional d'imprégnation qui s'était tenu ici même à Douala, le 26 mai 2017.

Je vous souhaite à tous la bienvenue ; et plus particulièrement pour ceux qui viennent de loin, je souhaite un agréable séjour à Douala.

Je voudrais ensuite saluer avec force cette autre occasion qui nous est donnée, par le secrétariat en charge de la Formation politique et de la prospective du Rdpc, pour réfléchir ensemble non seulement sur notre engagement derrière notre illustre Président national, Son Excellence Monsieur Paul Biya, ainsi que sur notre engagement au sein de notre Grand parti, mais aussi sur notre discipline et sur notre responsabilité électorale, chacun à son niveau de militantisme et d'adhésion.

Il est d'ailleurs important de garder à l'esprit que, en route vers plusieurs échéances politiques majeures à venir, ce séminaire régional devrait, à terme, nous permettre de nous mettre en accord avec nous-mêmes et de prendre conscience de notre responsabilité en tant que militants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais en particulier, dans le vote sans état d'âme en faveur de nos listes et de nos candidats.

Au demeurant, **chers Camarades**, c'est bien la première fois que nous nous retrouvons ensemble, au niveau régional, en nos qualités respectives, depuis l'élection présidentielle du 07 octobre 2018.

C'est la raison pour laquelle, avant toute chose, je voudrais, en passant en revue les résultats obtenus à l'occasion de cette consultation, tirer les leçons qui en découlent pour me féliciter de votre grande mobilisation et de votre participation remarquable à la campagne qui a permis de porter, une fois encore, le candidat du Rdpc à la présidence de la République du Cameroun.

Je remercie très sincèrement tous ceux qui y ont fermement contribué tant sur le plan financier et matériel, que sur le plan humain.

**Chers Camarades,**

Tout le long d'une campagne électorale qui s'est avérée difficile, vous avez, pour



la plupart, donné la preuve de votre grand militantisme et de votre engagement qui nous ont conduit à des résultats fort appréciables.

Ces résultats ont fait ressortir les données suivantes sur un nombre total d'inscrits dans le Littoral de 935.531 électeurs dont 175.952 pour le Moungo, 21.840 pour le Nkam, 79.763 pour la Sanaga Maritime et 657.976 pour le Wouri.

Avec un taux de participation global dans le Littoral de 54,78%, notre candidat a eu comme suffrages en sa faveur :

- Dans le Moungo : 47.505 voix, soit 45,94% ; Paul Biya, 1<sup>er</sup> ;
- Dans le Nkam : 11.356 voix, soit 77,31% ; Paul Biya, 1<sup>er</sup> ;
- Dans la Sanaga Maritime : 23.947 voix, soit 49,03% ; Paul Biya, 1<sup>er</sup> ;
- Dans le Wouri : 98.609 voix, soit 28,96% ; Paul Biya, 2<sup>ème</sup>.

En bref, dans le Littoral, notre candidat a obtenu 181.417 voix, soit 35,75% des suffrages en valeur relative.

**Chers Camarades,**  
Revenons sur le cas spécifique du Wouri. Avec 98.609 voix, le Wouri, comme nous le savons tous, a contribué de manière très significative à la victoire de Son Excellence Monsieur Paul Biya sur le plan national.  
Au regard des résultats rendus publics

par le Conseil constitutionnel, le Wouri a occupé la 6<sup>ème</sup> place sur 58 au classement général des départements, devant entre autres (et je cite au hasard) le Moungo, 47.505 voix ; les Bamiboutos 45.414 voix ; la Haute Sanaga, 35.035 voix ; la Menoua, 32.972 voix ; la Sanaga Maritime, 23.947 voix ; la Mifi, 22.317 voix ; le Fako, 15.920 voix ; les Hauts Plateaux, 13.712 voix ; le Nkam, 11.356 voix ; la Mezam, 7289 voix.

Cette 6<sup>ème</sup> place, le Wouri l'occupe après le Logone et Chari, 152.330 voix ; le Diamaré, 147.658 voix ; le Mfoundi, 146.512 voix ; la Benoué, 140.547 voix et le Mayo Danay, 132.614 voix.

C'est vrai qu'avec 657.976 inscrits, le Wouri aurait dû faire autant, sinon mieux. Mais, avec un taux d'abstention de 47,84% et la forte concurrence observée, il est regrettable que cette prouesse n'ait pas pu être réalisée, malgré les efforts déployés sur le terrain.

Ceci étant, si nous passons en revue les arrondissements du Wouri, nous obtenons les informations ci-après :

- Douala 1<sup>er</sup> : sur 36.605 votants, notre candidat a obtenu 15.596 voix, soit 43,03 % des suffrages exprimés ; Paul Biya 1<sup>er</sup> ;
- Douala 2<sup>ème</sup> : sur 45.240 votants, notre candidat a obtenu 18.983 voix, soit 42,41 % des suffrages exprimés ; Paul Biya 1<sup>er</sup> ;
- Douala 3<sup>ème</sup> : sur 103.792 votants, notre candidat a obtenu 27.731 voix, soit 26,91 % des suffrages exprimés ; Paul Biya 2<sup>ème</sup> ;

- Douala 4<sup>ème</sup> : sur 53.392 votants, notre candidat a obtenu 14.203 voix, soit 26,82% des suffrages exprimés ; Paul Biya 2<sup>ème</sup> ;

- Douala 5<sup>ème</sup> : sur 102.945 votants, notre candidat a obtenu 21.178 voix, soit 20,71% des suffrages exprimés ; Paul Biya 2<sup>ème</sup> ;

- Douala 6<sup>ème</sup> : sur 1235 votants, notre candidat a obtenu 918 voix, soit 76,12% des suffrages exprimés ; Paul Biya 1<sup>er</sup>.

Ainsi donc, dans le Wouri, pour un total de 98.609 voix exprimées en faveur de notre candidat, nous avons obtenu en valeur relative 28,96% des suffrages exprimés.

Nous observons que le Wouri, avec ses 98.609 voix, a eu plus de voix que les 03 autres Départements du Littoral réunis, qui font au total 82.808 suffrages valablement exprimés en faveur de notre candidat.

Nous observerons également que le Wouri, à lui seul, a donné plus de voix à notre candidat que chacun des 52 autres départements du Cameroun pris séparément.

Mais, dans la région du Littoral, malgré les 181.417 voix qui ont été exprimées en faveur de notre candidat, soit 35,75% des suffrages, les résultats du Wouri estimés en valeur relative à 28,96% ont eu un impact négatif sur la situation globale de la région du Littoral, qui s'est retrouvée, pour le Rdpc, la moins performante des 10 régions.

Nous relevons ces chiffres pour mettre en évidence l'importance du Département du Wouri dans l'expression du suffrage dans la région du Littoral qui est d'ailleurs la seule où le candidat du Rdpc n'est pas en tête.

En y regardant de plus près, une analyse des résultats dans le Wouri fait apparaître un vote largement défavorable pour le candidat du Rdpc dans les arrondissements de Wouri 3, Wouri 4 et Wouri 5.

Il convient de noter que dans ces trois arrondissements, qui s'avèrent être les plus peuplés de la ville de Douala, et qui représentent un peu plus de 75,79% de l'électorat du Wouri et un peu plus de 50,75% de celui du Littoral, certains concurrents du candidat du Rdpc, présentés par des formations politiques plus récentes et supposées moins représentatives sur le terrain, sont largement en tête, avec même comme à Douala 5<sup>ème</sup>, des écarts parfois supérieurs à 34.000 suffrages en leur faveur.

Selon certains analystes politiques, ces constats révèlent une forte influence sociologique du vote marqué par un repli identitaire impressionnant.

En outre, lorsqu'on procède à une comparaison des résultats du candidat



du Rdpc avec le sommier des responsables des bureaux des organes de base, il ressort que seuls 61,58% des responsables ont voté pour lui. Ce n'est pas normal.

Par ailleurs, il apparaît qu'il y a eu en 2018 une démobilisation de l'électorat en général, qui s'est traduite par un taux d'abstention très élevé de 45,22%.

le monde, ce qui fait d'ailleurs l'honneur de la ville de Douala, d'autres villes du Cameroun, dans d'autres régions, devraient aussi avoir l'honneur d'appartenir à tous les Camerounais et devenir, pourquoi pas elles aussi, des champs d'expérimentation pour ces aventuriers politiques.

D'une manière générale, le vivre ensemble devrait être un programme

Nous savons qu'il y a déjà eu d'autres déceptions. C'est comme en 1992, nous avons sollicité la candidature de notre Président National. Il nous a fait confiance. Malheureusement, nous n'avons pas tous été à la hauteur de cette confiance.

Tout est donc à l'honneur du promoteur de notre démocratie car, malgré les hésitations de nos comportements, le Président Paul Biya a modelé ce pays pour en faire une grande démocratie. Le Président Paul Biya a fait de notre région en particulier, le laboratoire de cette grande démocratie. C'est connu, c'est avec des hommes ordinaires que les grands hommes font des choses extraordinaires.

Cela aussi s'appelle «la force de l'expérience».

Avec la force de l'expérience, le Président Paul Biya sait faire face à notre manque de respect à la parole donnée en tenant compte de ce que nous étions certainement, pour la plupart, d'une naïve bonne foi.

L'expérience, c'est aussi cela : la connaissance acquise par une longue pratique politique jointe à l'observation de l'être humain.

La force de l'expérience permet naturellement au Président Paul Biya de promouvoir la démocratie, sans crainte des aléas propres à tout régime véritablement démocratique comme le nôtre.

Le Cameroun du Président Paul Biya, c'est le Cameroun ; c'est-à-dire un Cameroun de paix dans lequel le vivre ensemble demeure une cause nationale. Mais, dans le respect des institutions et de la légalité républicaine.

Le Cameroun du Président Paul Biya, c'est un Cameroun appartenant aux Camerounais, un Cameroun loin des prétentions de ceux qui veulent le

parti qui, en fait, rassemble tous les Camerounais de tous les horizons, de toutes les tribus et de toutes les langues, dans un Cameroun UN et INDIVISIBLE.

Pour ce faire, je nous exhorte dès à présent à taire nos divergences quelle qu'en soit l'origine, quel qu'en soit le mobile.

Passons l'éponge sur toutes ces choses qui ont pu nous fragiliser hier au grand avantage de nos concurrents et qui, demain, pourraient nous rendre plus vulnérables encore.

**Chers Camarades,**

L'heure est donc venue pour nous de faire bloc pour qu'ensemble, par de fortes majorités, nous donnions encore plus à notre Président National, Président de la République, Son Excellence Monsieur Paul Biya, l'opportunité de poursuivre, en toute sérénité, l'œuvre immense qu'il a entreprise et qu'il mène avec détermination, celle de faire du Cameroun un pays fort, prospère et surtout démocratique. C'est donc le moment de saisir les Grandes Opportunités qui s'offrent à nous.

Nous savons que nous pouvons le faire.

Nous savons que nous y parviendrons.

Nous en avons la conviction.

Nous en avons les moyens.

Comme par le passé, engageons-nous fermement sur cette voie car, c'est notre avenir qui est en cause et c'est de l'avenir de nos enfants dont il est question.

En attendant ces échéances à venir, chers Camarades, je vous invite toutes et tous à suivre avec beaucoup d'attention les exposés qui vont être présentés par nos camarades désignés par le Comité Central, et dont nous saluons la

**Il est d'ailleurs important de garder à l'esprit que, en route vers plusieurs échéances politiques majeures à venir, ce séminaire régional devrait, à terme, nous permettre de nous mettre en accord avec nous-mêmes et de prendre conscience de notre responsabilité en tant que militants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais en particulier...**

brader aux étrangers.

Le Cameroun du Président Paul Biya, c'est le Cameroun que nous voulons laisser à nos enfants et non à des prédateurs.

Nous devons tous en être conscients, comme nous devons être conscients de ce que, en politique, comme l'entend le Rdpc, l'intérêt de tous doit primer sur nos intérêts personnels.

Les échéances à venir sont alors pour nous l'occasion appropriée de mettre ensemble, comme à l'accoutumée et même mieux que par le passé, nos énergies pour la victoire de notre Grand Parti.

Les échéances futures sont pour nous l'occasion de redécouvrir à quel point ensemble nous sommes forts et efficaces.

C'est dès aujourd'hui que nous devons gagner ce pari, le pari de l'unité qui fait la force du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais,

présence parmi nous. Il s'agit :

- Du Professeur Ndembiyembe Paul Célestin, conférencier-coordonnateur ;
- Et de Madame Moampea Mbio Véronique, conférencier.

**Chers Camarades,**

En nous souhaitant de fructueux travaux,

Je déclare ouvert le Séminaire régional du Rassemblement démocratique du peuple camerounais du 16 mars 2018 dans la région du Littoral.

Je vous remercie de votre bienveillante attention. Je voudrais à présent passer la parole au Camarade Professeur Ndembiyembe Paul Célestin, conférencier-coordonnateur./-

**Souvenons-nous toujours que notre Président, celui que nous avons élu, Son Excellence Monsieur Paul Biya, est un homme d'honneur. Et quand nous lui donnons notre parole d'honneur, sachons la respecter et mériter l'honneur de cette parole que nous lui avons donnée, et à laquelle nous avons voulu qu'il croie.**

Plus grave, il y a eu un report de voix des militants du Rdpc au bénéfice de candidats concurrents. Ce report de voix serait peut-être le résultat d'une mauvaise politique d'inscription sur les listes électorales par un manque de discernement des responsables du Rdpc chargés de cette opération.

Pour certains, il a été aisé de constater que ces principaux facteurs peuvent trouver une explication dans des dysfonctionnements internes des appareils locaux du parti, et dans les querelles intestines qui minent nos structures de base.

**Chers Camarades,**

Fort de ce qui précède, et tenant compte de la concurrence liée au grand nombre de partis politiques qui mènent l'essentiel de leurs activités dans la région du Littoral en général, et dans la ville de Douala en particulier, il nous semble impératif, pour les prochaines échéances, de mettre rapidement en place un dispositif approprié pour les préparer, car les résultats du scrutin présidentiel du 07 octobre dernier ont démontré que la région du Littoral constitue une zone de vulnérabilité électorale en défaveur du Rdpc. Et pour cela, chers Camarades, il me semble qu'il est important de parler franc.

Pour la présidentielle de 2018, nous avons mené une campagne électorale dans un contexte quelque peu ambigu et plein de sous-entendus, ne sachant pas très bien si nous cheminions toujours ensemble pour atteindre le même objectif, c'est-à-dire la victoire du président Paul Biya dans le Littoral, ou si nous œuvrions pour obtenir l'échec personnel des uns ou des autres. Peu nous importait donc si le président Paul Biya sortait vainqueur ou pas de cette élection.

Mais, sachons que ceux qui étaient avec nous ou qui sont encore avec nous et qui, dans l'obscurité et dans l'intrigue, changent de camp pour se laisser emporter par le vent d'un prétendu changement, connaîtront le destin des feuilles mortes emportées par le vent.

Ici, dans le Littoral, la génération spontanée d'hommes politiques foisonne et porte les attraits du chant des sirènes. C'est ce qui a peut-être fait rêver ceux qui, parmi nous, ont accordé leurs voix aux concurrents de notre candidat.

Ici, chez nous et plus précisément à Douala, toutes les tendances prennent corps. La ville de Douala semble effectivement être devenue un champ d'expérimentation pour des aventuriers politiques. Et si Douala appartient à tout

prioritaire pour tous les Camerounais, dans toutes les localités du Cameroun.

Le vivre ensemble devrait contribuer à une véritable intégration nationale qui est loin de la juxtaposition des communautés que nous observons en ce moment.

Le vivre ensemble et l'intégration nationale devraient nous conduire à un militantisme apaisé, débarrassé de ce qui semble être aujourd'hui une résurgence du tribalisme.

Seulement, nous oublions très souvent que le Cameroun n'est pas un champ d'expérimentation pour tous ceux qui, illuminés et soutenus par des forces occultes locales ou venues d'ailleurs, veulent prendre notre pays en otage.

Nous oublions trop souvent aussi que loin de toute aventure, la politique nécessite un savoir-faire, un minimum de pratique.

Cela s'appelle «la force de l'expérience». Et c'est ce que personnalise le Président National du Rdpc.

Maintenant, les débats sont clos. Les urnes ont parlé. La très grande majorité des Camerounais, 71,28% a fait un choix qui confirme que la démocratie est bien vivante au Cameroun, et dans le Littoral en particulier où, malheureusement, nous n'avons pas su donner à notre candidat, le Président Paul Biya, les voix que nous lui avons promises.

Les résultats escomptés n'ont pas été obtenus parce-que certains d'entre nous n'ont pas tenus les engagements que nous avons tous pris.

En promettant 100%, ces derniers, dans certains bureaux de vote, ne se seraient pas souvenus que 100, c'est (1) et deux zéro. Ils auraient oublié le chiffre (1). Ce qui nous a valu 00%.

Mais, c'est connu, les promesses de campagne n'engagent que ceux qui y croient.

En politique, la duplicité existe malheureusement ; et la politique manquerait certainement de saveur s'il n'y avait pas cette dose d'incertitude qui s'attache au respect de la parole donnée. Le mot politicien devient alors péjoratif.

Toutefois, souvenons-nous toujours que notre Président, celui que nous avons élu, Son Excellence Monsieur Paul Biya, est un homme d'honneur. Et quand nous lui donnons notre parole d'honneur, sachons la respecter et mériter l'honneur de cette parole que nous lui avons donnée, et à laquelle nous avons voulu qu'il croie.



# ENERTIC

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET TIC EN AFRIQUE CENTRALE

Partenaires Techniques

## IFTIC-SUP



## CONCOURS

Pour une formation accélérée de 100 techniciens en installation des équipements solaires

Date de concours : Samedi 16 Mars 2019

Date limite de dépôt des dossiers :  
Mercredi 13 Mars 2019 à 12 h

### PROGRAMME DE FORMATION SUPERVISÉ PAR NOTRE PARTENAIRE ISRAËLIEN DE RENOMMÉE MONDIALE "BLEUPOWER"

- Production de l'énergie électrique et de l'énergie solaire ;
- Montage des équipements électriques ;
- Installation des kits solaires ;
- Maintenances des dispositifs solaires ;
- Module de formation MIJEF 2035 (Informatique, initiation à l'entrepreneuriat et à la citoyenneté).

Date début des cours : Lundi 18 Mars 2019

### Conditions d'admission

L'admission se fait exclusivement par voie de concours.  
Elle est ouverte à tout candidat titulaire du BEPC ou du CAP.

### Dossier de candidature :

- 1)- Une demande manuscrite adressée au PCA de l'IFTIC-SUP;
- 2)- une copie certifiée conforme du BEPC ou du CAP ;
- 3)- Une copie certifiée conforme de l'acte de naissance datant de moins de trois mois;
- 4)- 04 photos d'identité (4X4) ;
- 5)- 5.000 CFA des frais de dossier.

A l'attention des collectivités territoriales décentralisées et des institutions privées et étatiques, une offre de formation est disponible pour les agents et cadres de ces institutions.

Contacts : Tél. : 677 924 889 / 699 539 324 / 674 531 333

B.P. 33 384 Yaoundé, Awaé-escalier Tél. : +237 243 01 32 33 / 677 924 889 / 699 539 324  
Site web : [www.iftic-sup.net](http://www.iftic-sup.net) e-mail : [contact@iftic-sup.net](mailto:contact@iftic-sup.net)